



Déclaration préalable de la Fédération Syndicale Unitaire au Comité Technique Académique du jeudi 24 mars 2022

Mesdames et messieurs, la FSU souhaite la bienvenue à Monsieur le Recteur dans notre Académie.

Depuis le 24 février dernier, la guerre plonge l'Ukraine dans le chaos et le monde dans l'incertitude, des enfants, des femmes et des hommes meurent dans des combats armés, sous les bombardements, prennent la route de l'exil. La FSU condamne l'invasion de l'Ukraine par les armées russes, en violation de la souveraineté ukrainienne et de la charte des Nations Unies. La responsabilité politique du conflit est celle de Vladimir Poutine et de son régime : les crimes de guerre doivent être dénoncés où qu'ils soient perpétrés.

La guerre en Ukraine a des conséquences durables dans notre pays, notamment en faisant flamber le prix des matières premières dans un contexte qui était déjà celui d'une reprise de l'inflation. Cette situation de crise ravive en France les revendications de revalorisation des salaires et des pensions. Les vagues annonces ministérielles juste avant la journée d'action du 17 mars ne trompent personne ! Ce n'est pas le rattrapage de l'inflation sur une année qui compensera les pertes répétitives de pouvoir d'achat subies par les fonctionnaires depuis 2009 !

La politique menée par le président Macron a nourri les désespérances, terreau de la progression des idées d'extrême droite. En tant que candidat, Emmanuel Macron annonce pourtant vouloir durcir encore cette politique : report de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, durcissement des conditions de versement du RSA dans une logique de « primauté des devoirs sur les droits », profonde transformation du système éducatif avec une attaque spécifique contre le collège, contre le recrutement par concours et contre la voie professionnelle, « autonomie » des écoles et des établissements scolaires et renforcement de celle des universités, ce qui signifie plus globalement la volonté de faire exploser tout cadre national du service public, développer les hiérarchies intermédiaires et lier les augmentations de salaires à des contreparties en terme d'accroissement de la charge et du temps de travail, et d'un statut plus précaire.

La FSU continuera de se battre pour plusieurs urgences incontournables : des investissements massifs dans les Services Publics, un retour à la retraite à 60 ans à taux plein, l'égalité femmes-hommes dont l'égalité salariale, une politique d'accueil de tou·tes les réfugié·es, et un changement de politique économique et sociale pour faire face à l'urgence climatique.

La campagne de la présidentielle et des législatives devraient pourtant mettre l'École et les formations sur le devant de la scène. Mais il n'en est rien. Les projets dessinés par le pouvoir actuel mais aussi par un certain nombre de candidat·es de droite et d'extrême droite portent surtout le risque d'un nouveau creusement des inégalités et la destruction du service public d'éducation avec les mêmes recettes éculées basées sur un recrutement local pour masquer l'incompétence du pouvoir et son absence de volontarisme pour une réelle politique éducative émancipatrice.

Pour la FSU et ses syndicats, l'École doit être repensée à travers la mise en œuvre d'une scolarité obligatoire étendue à 18 ans. Le système éducatif doit être construit pour réduire les inégalités et donner les moyens aux personnels pour permettre les réussites de tou·tes. Il ne doit pas être un lieu de tri scolaire et social.

La FSU exige l'abandon du lycée Blanquer et de Parcoursup. Au collège, la polyvalence des enseignant·es ne ferait qu'aggraver les difficultés existantes, accentuant encore plus la perte de sens des métiers. Une réforme du collège est nécessaire mais sur d'autres bases, et en aucun cas elle ne doit s'inspirer de celle du lycée. L'enseignement professionnel initial public sous statut scolaire doit rester dans le giron de l'Éducation nationale avec des élèves qui suivent une vraie scolarité jusqu'au baccalauréat.

L'application des choix gouvernementaux se traduit encore une année de plus par des suppressions de postes dans notre académie, dans les lycées (12 postes supprimés dont 10 en lycées professionnels) et surtout dans les collèges (27 postes supprimés). Les évolutions démographiques n'expliquent pas tout et traduisent surtout le choix de ne pas vouloir améliorer les moyens d'éducation au profit de tous les élèves. La FSU condamne le retour à l'absence de réelle formation pour les stagiaires MEEF, retour aux années Sarkozy. Ce n'est pas comme cela que la France pourra renouveler plus du tiers des ses enseignants d'ici 2030.

En France, à mesure que l'élection présidentielle se rapproche, le gouvernement allège les mesures liées à la crise sanitaire alors que les taux d'incidence sont toujours importants. La protection de la population, des salarié-es, des plus fragiles doit être prise en compte tout comme l'envie de retrouver une vie « normale ». La fin du port du masque dans de nombreux lieux comme les écoles et établissements est souhaitée majoritairement. Cela n'empêche pas la FSU de rappeler l'importance de la prévention et la nécessaire protection des élèves et des enseignant-es car la crise sanitaire n'est pas encore derrière nous. L'Etat employeur doit continuer à protéger les personnels avec le maintien des ASA pour les personnels vulnérables, le réassort en masques et en autotests, l'équipement en capteurs CO2, la reconnaissance de la Covid comme une maladie professionnelle, l'abondement de moyens humains, notamment de personnels remplaçants.

Pendant la période d'épidémie de Covid-19, les violences intrafamiliales, les violences entre élèves et la peur du lendemain, à laquelle le conflit armé actuel et ses conséquences économiques viennent ajouter leur part d'angoisses, ont augmenté. La santé physique et psychique des jeunes se dégrade et avec elle l'avenir de notre société. Le besoin accru des élèves d'accéder à des consultations infirmières de 1^{er} recours et à un accompagnement social n'est plus à démontrer : Les consultations infirmières favorisent la réduction des inégalités sociales et de santé, répondent aux besoins croissants des élèves et participent ainsi à leur réussite scolaire. La nécessité de créer massivement des postes d'assistant-es de service social et d'infirmier-es est plus que criante pour répondre aux besoins des élèves.

La FSU a appelé les infirmier-es de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur à l'action le 22 mars pour porter l'exigence d'une augmentation des postes infirmiers, au service de la réussite scolaire des élèves et étudiant-es. Ici dans notre académie, une seule création de poste, heureux élèves qui pourront en bénéficier et courage aux autres ! Nos alertes répétées et successives ne restent que trop peu entendues, et la création d'un outil de pilotage des moyens infirmiers semble bien loin de l'urgence première : des postes : à minima 1 emploi à temps complet effectif dans chaque établissement.

Le plan de requalification de la filière administrative ne suffira pas à augmenter de manière significative les salaires des personnels particulièrement pour les catégories C qui restent les oubliés des revalorisations. Il est urgent également que les adjoints gestionnaires de collège voient leur compétences reconnues par une requalification en catégorie A.

La FSU reste mobilisée pour la défense des conditions d'emploi, de travail et de rémunération des personnels AESH, elle intervient à tous les niveaux depuis des mois et appelle à une nouvelle journée d'action des AESH le 5 avril.

La FSU demeurera présente pour dénoncer les choix de ce quinquennat en matière d'éducation, illustrés par les 531 suppressions de postes en 5 années de mandat Macron-Blanquer dans notre Académie.